

## **Appel pour le soutien à une Déclaration internationale sur les droits des paysan-ne-s**

70 % de la population qui souffre de la faim dans le monde vit de ressources agricoles dans des zones rurales. Depuis plus de dix ans des organisations paysannes luttent avec le mouvement international La Via Campesina pour une reconnaissance des droits des paysans qui concernent les personnes les plus vulnérables travaillant dans des zones rurales, en particulier les petits exploitants, les travailleurs sans terres, les pêcheurs traditionnels, les chasseurs et les cueilleurs.

Les experts mandatés par le Conseil des droits de l'Homme estiment indispensable de mettre en place un nouvel instrument juridique pour mieux protéger les paysannes et les paysans contre la mainmise de sociétés transnationales, d'investisseurs ou de gouvernements sur leurs ressources vitales, telles la terre, l'eau et les semences et contre les violations des droits humains qui y sont liées.

Dans le cadre du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, la Suisse vient de s'opposer publiquement à une déclaration internationale sur les droits des paysans. Cette déclaration vise à mieux protéger les paysannes et des paysans et les autres personnes travaillant dans des zones rurales sur des questions telles que le droit à la terre et à l'eau, le droit à des revenus dignes et à des salaires équitables ou la reconnaissance des droits des paysans sur les semences.

Cette attitude de la Suisse reflète d'avantage la protection des intérêts des entreprises transnationales commercialisant l'eau ou les semences que celles de ses traditions humanitaires. Avec cette prise de position incompréhensible, la Suisse discrédite ses propres activités dans le cadre de l'aide au développement.

Seule une forte réaction de la société civile fera le poids face aux pressions des lobbies économiques et amènera un changement d'attitude de la Suisse pour l'assemblée plénière décisive du Conseil des droits de l'Homme au mois de juin.

C'est pourquoi les organisations: Swissaid, Pain pour le prochain, Action de Carême, FIAN Suisse, le CETIM, la Plateforme pour une agriculture socialement durable, le syndicat paysan Uniterre et la Coopérative Longo maï font appel:

- **au Conseil fédéral et aux responsables de la prise de position suisse:** - d'user de toute leur influence pour que la "Déclaration internationale des droits des paysans" proposée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU soit adoptée.
- **aux représentant-e-s politiques:** - d'intervenir en faveur d'une déclaration des droits des paysans dans leur parlement communal, cantonal ou fédéral.
- **à toutes et à tous:** - d'écrire des lettres à la Présidente de la Confédération, Mme Eveline Widmer-Schlumpf en s'engageant personnellement pour une déclaration sur les droits des paysans (voir lettre modèle)

Berne, Genève, Lausanne, Lucerne et Undervelier, le 21 mai 2012